



BILAN & PERSPECTIVES

2024-2025



DES SAVOIR-FAIRE EN COMMUN

Agence publique, **Expertise France** est l'acteur interministériel de la coopération technique internationale, filiale du groupe Agence française de développement (groupe AFD). Deuxième agence par sa taille en Europe, elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Gouvernance, sécurité, climat, santé, éducation... Elle intervient sur des domaines clés du développement et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation des Objectifs de développement durable. Pour un monde en commun.



AVANT-PROPOS	P. 2
INFOGRAPHIES	
Expertise France en bref	P. 6
Nos résultats pour 2024	P. 8
CARTE D'IDENTITÉ	
Une agence au plus près de ses partenaires.....	P. 10
Une agence résolument européenne	P. 12
Mobiliser l'expertise et renforcer les partenariats	P. 14
Dix ans d'Expertise France, dix propositions pour le futur de la coopération internationale	P. 16
BILAN	
Soutenir le développement humain.....	P. 18
Agir pour la santé mondiale.....	P. 20
Renforcer la gouvernance	P. 22
Favoriser une économie durable et inclusive.....	P. 24
Œuvrer pour la paix et la stabilité.....	P. 26
Agir pour le climat et la planète	P. 28
PERSPECTIVES	
Afrique : s'engager pour répondre aux enjeux du développement	P. 30
Moyen-Orient : appuyer les États et la société civile dans un contexte de crises multiples.....	P. 32
Espace européen : soutenir la convergence européenne	P. 33
Amérique latine et Caraïbes : préserver la biodiversité et favoriser la transition juste	P. 34
Indopacifique : coopérer sur des sujets d'intérêts partagés	P. 35



ÉDITOS

“Expertise France démontre chaque jour sa capacité d’adaptation et d’action”

Par **JEAN-NOËL BARROT**, ministre de l’Europe et des Affaires étrangères

Dans un contexte géopolitique marqué par le retour de la guerre et la multiplication des crises, la France affirme sa volonté de mener une véritable politique de coopération. Cette politique est fondée sur une vision progressiste et humaniste, qui a été réaffirmée par le président de la République, lors du Conseil présidentiel pour les partenariats internationaux du 4 avril 2025.

Notre ambition est que cette politique soit conduite sur un mode pleinement partenarial et qu’elle démontre son impact à la fois sur le terrain, en termes de résultats au bénéfice des populations locales, et pour les citoyens français, en gagnant en lisibilité et en visibilité. La France porte une attention particulière aux pays les moins avancés et aux pays particulièrement vulnérables, y compris au changement climatique. Il s’agit ainsi d’œuvrer en priorité là où se concentrent les besoins. Dans ce contexte, les opérateurs de l’État, au premier rang desquels Expertise France, sont en première ligne.

Née en 2015, Expertise France fête cette année ses 10 ans. C’est l’occasion de saluer le chemin parcouru par ses équipes. L’agence a su devenir un acteur incontournable de la coopération technique internationale. Année après année, elle a su élargir son champ d’action géographique et thématique : elle est présente aujourd’hui dans près de 150 pays

et œuvre dans des domaines aussi variés que la gouvernance, le climat, la santé, la paix et l’économie durable et inclusive. Expertise France démontre chaque jour sa capacité d’adaptation et d’action. Elle se mobilise en contexte de crise et de guerre en Ukraine, mais aussi en Syrie. Elle œuvre au service de notre agenda transformationnel en Afrique, en soutenant particulièrement la jeunesse et l’entrepreneuriat. Elle s’engage au sein des initiatives « Équipe Europe » dans le domaine migratoire. La mobilisation d’Expertise France constitue ainsi un relais solide de la politique étrangère française.

Cet anniversaire est également l’occasion de se projeter vers l’avenir. Dans le cadre d’un dialogue constructif avec Expertise France, le ministère de l’Europe et des Affaires étrangères et le ministère de l’Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique ont fixé à l’agence un cadre stratégique ambitieux pour les années 2024-2026, à travers un nouveau contrat d’objectifs et de moyens. Celui-ci doit permettre à Expertise France de mener une action toujours plus efficace, agile, lisible et visible.

Je tiens à adresser mes remerciements à l’ensemble des agents d’Expertise France, qu’ils soient en France ou à l’étranger. Chacune et chacun participent activement au rayonnement de la France sur la scène internationale. ■

“*Expertise France est aujourd’hui une référence en matière d’assistance technique internationale*”



Par **ÉRIC LOMBARD**, ministre de l’Économie, des Finances
et de la Souveraineté industrielle et numérique

Dix ans après, le regroupement des opérateurs ministériels d’expertise technique pour créer Expertise France est un succès : Expertise France est aujourd’hui une référence en matière d’assistance technique internationale. Depuis l’intégration d’Expertise France au sein du groupe AFD en 2022, l’assistance technique qu’elle déploie est devenue un des piliers de l’action du Groupe..

Développer un ambitieux agenda de partenariats internationaux et d’investissements solidaires et durables ne signifie pas seulement proposer des financements pour des grands projets d’infrastructures. Cela suppose aussi d’accompagner nos partenaires dans la mise en œuvre de politiques publiques structurantes et dans la modernisation des institutions, qui sont des éléments essentiels pour s’assurer que nos partenariats s’inscrivent dans la durée.

En 2024, Expertise France a signé 162 projets pour un volume total de 800 millions d’euros, qui sont autant d’occasions de promouvoir notre expertise et nos savoir-faire français. C’est cette volonté de rayonnement depuis notre territoire, d’alliances conjuguant les intérêts diplomatiques et économiques, qui sous-tend le nouveau contrat d’objectifs et de moyens passé entre l’État et Expertise France. Cette même volonté est au

cœur du Conseil présidentiel pour les partenariats internationaux du 4 avril dernier.

L’action d’Expertise France s’aligne avec les dix objectifs présidentiels prioritaires sectoriels définis en 2023, réaffirmés en 2025, qui redisent nos valeurs humanistes et nos priorités, notamment en matière de droits des femmes et de climat. L’appui à la gouvernance économique et financière représente également un champ d’action auquel je suis particulièrement vigilant. Une bonne gouvernance publique en la matière avec un budget tenu et un environnement d’affaires propice constitue le préalable à une croissance forte, durable et inclusive.

Enfin, dans cet impératif national de redressement de nos finances publiques – et même si Expertise France est déjà le fruit d’une rationalisation réussie de l’activité de plusieurs agences –, il faut persister à innover pour conforter le modèle économique de l’agence. Les défis sont nombreux pour l’avenir, qu’il s’agisse du placement de nos experts techniques internationaux, du développement d’offres combinées à l’échelle du groupe AFD, de la recherche de synergies et de gains d’efficacité ou de la mobilisation de financements européens ou multilatéraux. Je sais qu’Expertise France saura les relever, j’y serai attentif. ■

“Redoubler d’audace pour soutenir les trajectoires de nos partenaires”



Avec **JÉRÉMIE PELLET**, directeur général d’Expertise France, et **RÉMY RIOUX**, directeur général du groupe AFD et président du conseil d’administration d’Expertise France

Le sens de la coopération internationale a été au cœur du débat public en ce début d’année 2025. Quel rôle peut jouer le groupe AFD dans un monde d’instabilité géopolitique ?

R. R. Nous vivons dans un monde d’incertitudes, où les conflits se multiplient, où les catastrophes climatiques détruisent nos territoires et où les tensions diplomatiques, commerciales et financières sont fortes. La décision de la Maison Blanche de démanteler son agence de coopération bilatérale, USAID, et l’effort d’ajustement budgétaire en Europe ont mis la coopération internationale sous tension, ouvrant un débat public inédit. Il nous faut y participer activement pour rendre des comptes sur l’efficacité de notre action. Et rappeler l’utilité, dans ce monde de plus en plus complexe, de continuer de lier nos intérêts à ceux de nos partenaires pour bâtir de l’intérêt mutuel. C’est le rôle du groupe AFD.

À l’occasion du Conseil présidentiel pour les partenariats internationaux (CPPI) – auquel Jérémie Pellet, Françoise Lombard et moi avons eu l’honneur de participer –, le président de la République et le gouvernement ont souhaité rappeler la vision progressiste et humaniste de la France, conforme à nos valeurs et à nos intérêts, contre les inégalités et la pauvreté, pour le climat et la biodiversité. Ce Conseil a encouragé le mouvement visant à passer d’une logique de l’aide

à celle d’investissement solidaire et durable. Une démarche que le groupe AFD porte avec son nouveau plan d’orientation stratégique – commun à Expertise France, Proparco et l’AFD pour la première fois – et qu’il met en œuvre en consacrant une part conséquente de l’effort de solidarité de la France aux pays les plus vulnérables tout en misant sur son mandat à investir pour les biens publics mondiaux. Le CPPI a aussi rappelé la priorité donnée à la preuve de l’impact des projets soutenus, ainsi qu’à la capacité de tous les acteurs d’expliquer cette politique publique, partout, dans les territoires français. Je sais pouvoir compter sur l’ensemble des collègues du groupe AFD pour redoubler d’audace et d’innovations pour soutenir les souverainetés de nos partenaires et leurs trajectoires de développement durable, et pour faire la pédagogie de notre action auprès de nos concitoyens.

Dans ce contexte, Expertise France vient de célébrer ses dix ans. Comment vous projetez-vous vers la prochaine décennie ?

J. P. L’agence s’est profondément transformée durant ses dix premières années, passant d’opérateurs dispersés au sein des ministères à une agence de taille internationale. Ce changement d’échelle se traduit aussi au niveau européen : Expertise France est la deuxième plus grande agence de coopération technique en Europe. En parallèle, le paysage

mondial de la coopération internationale et de l'aide publique au développement est en profonde mutation. Expertise France et le groupe AFD sont au cœur de ce changement de paradigme. Du fait de notre rôle interministériel, de la diversité de nos secteurs et de nos régions d'activité, mais aussi et surtout de par le dialogue technique et humain que nous menons au quotidien avec nos partenaires. Sur le terrain, nos équipes jouent un rôle de structuration auprès des institutions bénéficiaires et dans la conduite de la solidarité internationale française, que nous avons l'honneur d'exécuter au quotidien.

Pour la prochaine décennie, Expertise France s'est fixé trois objectifs principaux : faire en sorte de disposer des meilleurs instruments pour répondre aux besoins de nos partenaires, améliorer l'efficacité et la visibilité de l'équipe Europe pour renforcer son impact et, enfin, veiller à ce que la mise en œuvre de nos projets s'accompagne de la plus grande satisfaction pour les États et les populations que nous servons. Enfin, l'implantation de l'agence sur le terrain et le déploiement de directions pays se poursuivront en 2025 pour être au plus près de nos partenaires et interlocuteurs, pour plus d'efficacité et d'impact.

Quelles sont les priorités du groupe AFD pour l'année 2025 ?

R. R. D'abord, être aussi actif et impactant que possible dans nos pays partenaires et auprès des populations qui sont durement frappées par les désordres actuels. Fort de cette action, le Groupe se doit aussi d'être au rendez-vous des grandes échéances internationales. Nous célébrons cette année le dixième anniversaire des Objectifs de développement durable (ODD) et de l'Accord de Paris, qui guident plus que jamais notre action. L'économie bleue au cœur des débats de la conférence sur les océans à Nice, le financement mondial des ODD à Séville, l'alignement de la finance au climat à Belém lors de la COP30... autant d'enjeux qui mobilisent notre Groupe cette année. Sans oublier le travail engagé avec toutes les banques publiques de développement du monde au travers de Finance en Commun (FICS) pour une architecture financière internationale solidaire et coordonnée, au sein de laquelle les agences de coopération technique comme Expertise France jouent un rôle essentiel.

Dans ce contexte international, 2025 est, pour le groupe AFD, le moment de tenir notre promesse, celle de « faire groupe », en allant plus loin encore dans le travail de synergie entre nos trois entités, afin d'offrir une offre sans couture à nos partenaires. Des synergies opérationnelles pour plus d'efficacité dans nos activités, mais aussi des synergies géographiques avec un réseau en commun. Je me réjouis à ce titre qu'Expertise France ait ouvert cinq nouveaux bureaux dans les directions régionales du Groupe. Cette offre se construit aussi en Équipe Europe au sein des réseaux européens de banques et d'agences de développement.

Expertise France est une agence française, mais aussi la deuxième agence de coopération européenne. Comment se traduit ce double positionnement ?

J. P. Expertise France est une agence française, au service de notre politique d'investissement solidaire et durable et qui intervient sur financements européens. Ce double lien est une richesse pour l'agence et pour la France. Sur le terrain, au quotidien, les centaines d'équipes projets sont au service de nos partenaires et bénéficiaires, dans l'identification des besoins, la réalisation des objectifs fixés au service du renforcement des politiques publiques. Cette mise en œuvre de l'appui français et européen à nos pays partenaires s'inscrit dans le cadre de l'action globale du groupe AFD et des stratégies locales de développement définies sous le contrôle de nos ambassadeurs.

Grâce à notre empreinte européenne, nous contribuons à la mise en œuvre des priorités de l'Union européenne et à la stratégie Global Gateway pour les infrastructures durables. Cela passe par le développement d'un climat des affaires favorable, la mobilisation du secteur privé et le renforcement du capital humain notamment à travers la formation professionnelle. Expertise France joue un rôle dans cette structuration qui dépasse le cadre européen. Le réseau européen d'agences de coopération technique, le Practitioners' Network, que nous présidons depuis deux ans, a fortement appuyé ce mouvement. Ces deux années de présidence ont permis la structuration d'un véritable réseau international au bénéfice de meilleures synergies entre acteurs européens. ■

Expertise France en bref

Filiale du groupe AFD, Expertise France contribue à renforcer durablement les politiques publiques de ses pays partenaires. Nous accompagnons les administrations centrales, les organisations régionales, les collectivités locales, les organisations de la société civile... Notre mission : contribuer à l'atteinte des Objectifs de développement durable.

DES MODALITÉS D'APPUI VARIÉES...



Conseil méthodologique et technique :

diagnostics, recommandations, plans d'action...



Renforcement de capacités :

formations, coaching, accompagnement du changement, voyages d'étude...



Mise en réseau :

visites d'études, ateliers de concertation, financement d'initiatives de la société civile locale...



Fourniture de biens, services et travaux :

rédaction de cahiers des charges, passations de marché, coordination de travaux, appui au suivi de mise en œuvre, soutien au financement direct des acteurs locaux dont les OSC...



Appui aux politiques publiques :

mobilisations d'expertises techniques, appui méthodologique, appui au suivi de mise en œuvre...

... POUR UN ACCOMPAGNEMENT SUR MESURE



Mobilisation de financements

2



Recueil du besoin

3



Coconstruction du projet avec les partenaires

4



Mobilisation de l'équipe

5



Mise en œuvre et suivi du projet

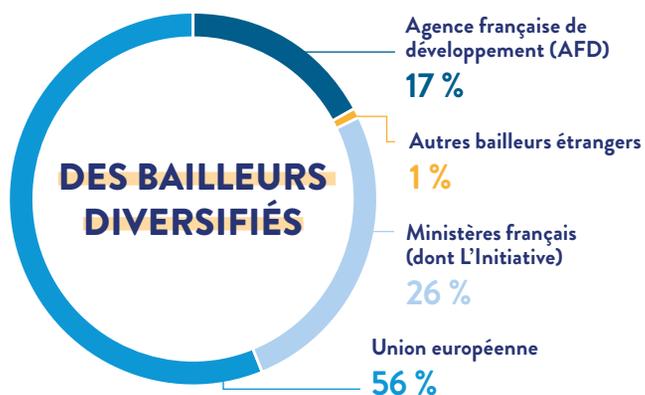
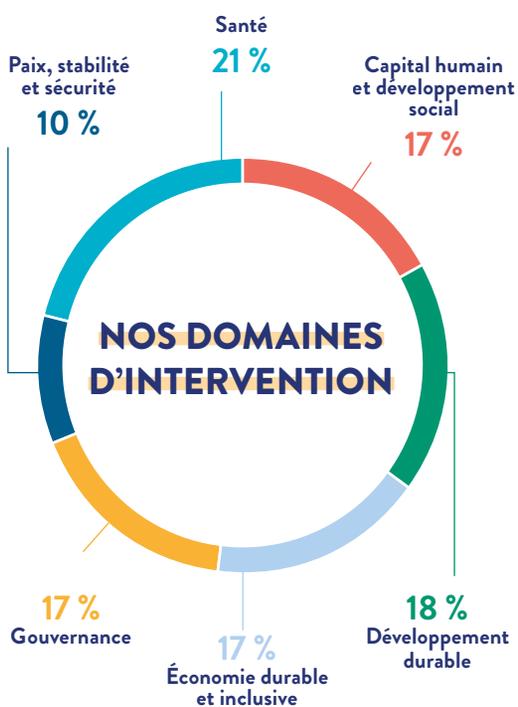
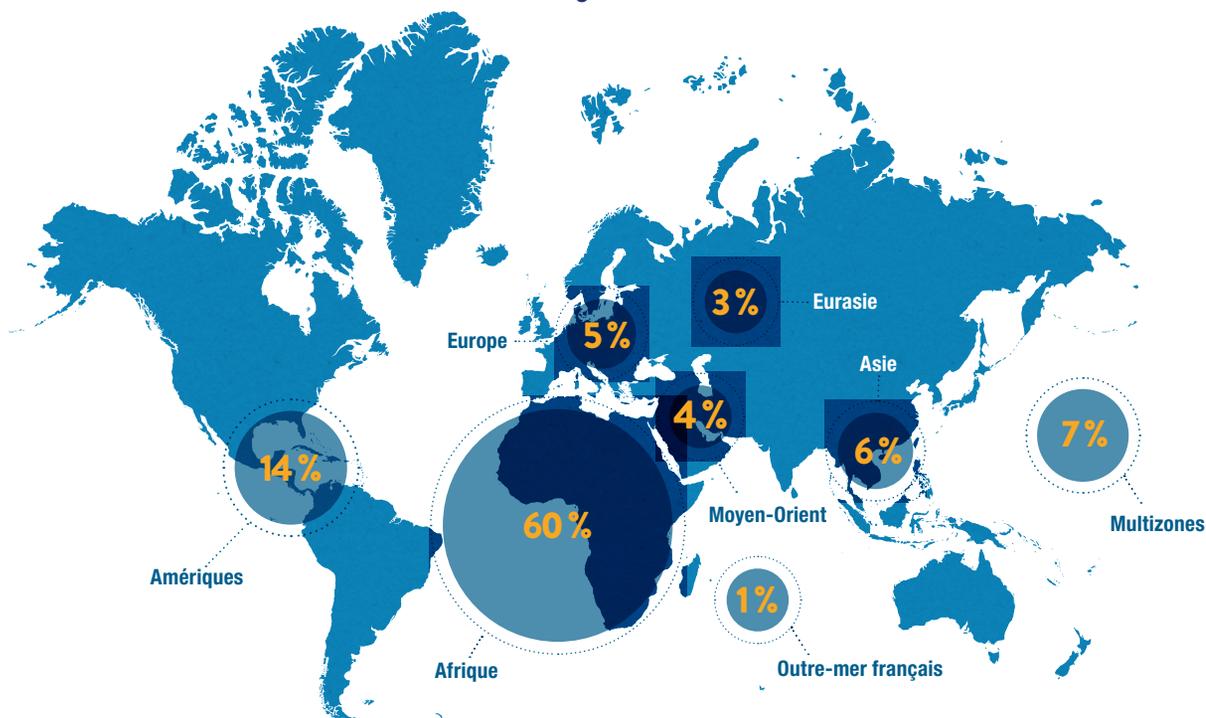
6



Évaluation et capitalisation

60 % DE NOTRE ACTIVITÉ EN AFRIQUE

volume de signatures en 2024



Nos équipes



870
collaborateurs
au siège



1450
intervenants
sur le terrain

Nos résultats pour 2024

En 2024, Expertise France a continué à renforcer son engagement en faveur des ODD. L'année a été marquée par une progression de 15 % de l'activité de l'agence et par un impact renforcé dans ses pays partenaires.

NOTRE IMPACT

DÉVELOPPEMENT DURABLE



991

structures bénéficiant d'un renforcement de leurs capacités sur les enjeux de développement durable

ÉDUCATION



340 344

élèves soutenus dans le domaine de l'éducation

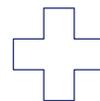
FORMATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR



514

universités ou centres de formation soutenus pour la formation et/ou l'insertion professionnelle

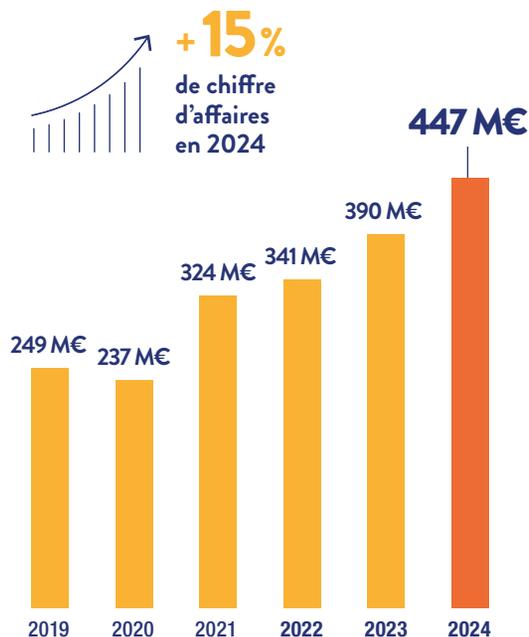
SANTÉ



11 767

personnels de structures ayant bénéficié d'un renforcement de leurs compétences/ connaissances sur la fourniture de services de santé

Une croissance confirmée



26 projets en faveur de la santé mondiale et contre les pandémies financés via L'Initiative

800 M€ de signatures en 2024, incluant les ETI et les projets financés par L'Initiative

147 pays couverts à travers le monde

135 000 jours d'expertise mobilisée en 2024

384 projets en cours, pour un encours de 2,9 Mds€

375 experts individuels déployés au 31 mars 2025, dont 322 ETI, 18 experts nationaux détachés et 35 autres experts (AFD, collectivités...)

ENTREPRENEURIAT ET CLIMAT DES AFFAIRES



3 274

entreprises ou projets d'entreprise soutenus

GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE, ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE



178

documents contraignants sur la gouvernance démocratique, économique et financière dont l'élaboration et/ou la révision ont été soutenues

ÉGALITÉ DE GENRE



1 191

structures soutenues dans une approche de réduction d'inégalités de genre

SÉCURITÉ ET STABILITÉ



572

structures soutenues en vue d'assurer la sécurité/stabilité d'un territoire et/ou la gestion des crises

Une agence au plus près de ses partenaires

Expertise France a développé un vaste réseau international. Pour répondre à la croissance des besoins, elle continue à le renforcer et à décentraliser ses activités pour travailler plus efficacement avec ses partenaires.



Avec **DAVID BRUCHON**, directeur pays Haïti, Expertise France

Renforcer le maillage territorial du groupe AFD

Grâce au déploiement de nouvelles directions pays et à l'appui de coordinateurs régionaux, Expertise France renforce son action par une gestion au plus près du terrain.

des autorités haïtiennes, des postes diplomatiques, de l'AFD et des bailleurs, et je contribue au développement du portefeuille en lien étroit avec le département géographique au siège. Le dialogue stratégique avec les autorités, les partenaires du développement, et le pilotage des risques, en particulier en matière de sécurité, constituent des priorités quotidiennes. La direction pays permet de porter une parole et une vision cohérentes, de valoriser les projets en cours et d'identifier de nouvelles opportunités de développement.



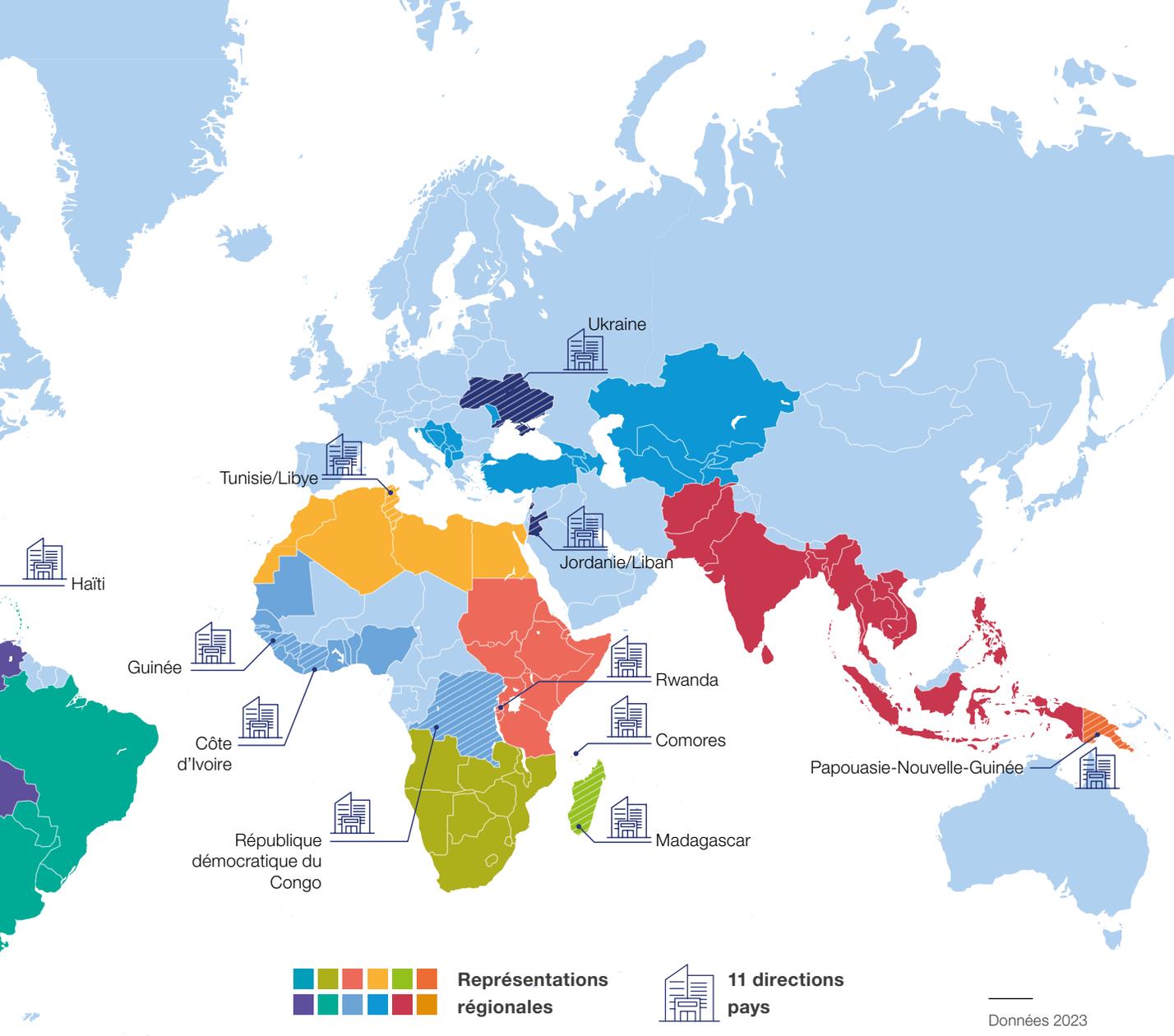
et **LOUISE POUDRET-HARDY**, chargée de mission prospection en Eurasie pour Expertise France

Comment la mise en place d'une direction pays renforce l'impact d'Expertise France ?

DAVID BRUCHON : La direction pays affirme une volonté forte de répondre aux attentes des populations et de s'inscrire dans les politiques publiques de l'État haïtien. L'équipe « projets » de la direction intervient sur des secteurs clés comme la réforme de l'État, l'agriculture, la santé, l'éducation ou la protection civile, appuyée par une unité support projets (USP) dédiée aux fonctions RH, logistiques et financières. En tant que directeur, j'assure par ailleurs la représentation institutionnelle auprès

Quel est votre rôle en tant que coordinatrice régionale en Eurasie ?

LOUISE POUDRET-HARDY : À l'automne 2023, lorsque j'ai pris mon poste, Expertise France avait une activité limitée dans la région – qui compte 16 pays, des Balkans à l'Asie centrale. Le volume contractuel d'alors, environ 20 millions



d'euros, a plus que quadruplé en 2024 pour atteindre 99 millions d'euros. Au carrefour des dynamiques du groupe AFD, des financeurs européens et des partenaires locaux, mon travail est de faire résonner la voix d'Expertise France, opérateur public français engagé, au sein de la zone, et de renforcer la lisibilité de son action, notamment *via* de la représentation auprès des ambassades, des collègues du groupe AFD, des délégations de l'Union européenne, des ministères partenaires, etc. Ensuite, je mène un travail de prospection, en lien

étroit avec les directions techniques de l'agence. Mon objectif est d'identifier des opportunités et des partenaires de financement pertinents, en général européens, pour engager de nouveaux projets. Je suis en dialogue constant avec les collègues du siège, les bureaux du réseau de l'AFD, les équipes projets d'Expertise France, et les financeurs sur le terrain. La diversité de cette zone est un atout autant qu'un défi. L'augmentation des volumes d'activités et des sollicitations montre bien qu'Expertise France est désormais attendue. ■

Une agence résolument européenne

Agence résolument européenne, Expertise France travaille en lien étroit avec les institutions et ses homologues européens. À ce titre, elle prend une part active aux réseaux de coordination et aux initiatives Équipe Europe.



Avec **THORSTEN SCHÄFER-GÜMBEL**, directeur de la GIZ

La GIZ, pleinement engagée pour un avenir durable

Première agence de coopération technique en Europe, la GIZ travaille avec Expertise France dans le cadre d'actions conjointes, dans une approche collaborative européenne.

notre époque : promotion de la stabilité et du développement dans les contextes de conflit et de fragilité, atténuation du changement climatique et adaptation à ses effets, ainsi que lutte contre les maladies transmissibles.

Quels sont les domaines thématiques et les secteurs clés pour la GIZ en 2025 ?

2025 représente une année cruciale pour la coopération internationale. Dans un contexte d'incertitude, la GIZ réaffirme son engagement à contribuer à un avenir digne d'être vécu, partout dans le monde. En tant que prestataire de services, nous nous adaptons en permanence à l'évolution des conditions-cadres, des intérêts et des besoins — qu'il s'agisse de nos partenaires de mise en œuvre ou de nos donneurs d'ordre, notamment le gouvernement fédéral allemand et la Commission européenne. Notre ambition est de proposer des solutions durables et intégrées aux défis les plus urgents de

Comment la GIZ et Expertise France ont-elles renforcé leur coopération ?

Depuis de nombreuses années, nous coopérons avec succès au sein du Practitioners' Network sur des thématiques comme l'intégration de la coopération financière et technique, l'efficacité des formats européens de coopération, ou la promotion du Pacte vert européen et de l'égalité de genre. Expertise France et la GIZ sont engagées conjointement dans de nombreuses initiatives Équipe Europe, telles que « Manufacturing and Access to Vaccines, Medicines and Health Technologies » (MAV+), pour laquelle nous collaborons avec plusieurs pays partenaires africains du domaine de la santé, ou le « Digital



←
 Expertise France et la GIZ sont conjointement impliquées dans de nombreuses « Initiatives Équipe Europe » comme celle ayant pour but de renforcer l'écosystème entrepreneurial des jeunes en Afrique du Sud, au Bénin, au Kenya, au Sénégal et au Togo (projet « YBASEED »).

for Development Hub » (D4D Hub), qui soutient la transition numérique. En juillet dernier, Expertise France et la GIZ ont signé un accord pour prolonger et intensifier nos échanges fructueux.

Quel est le rôle de la GIZ dans l'Équipe Europe ?

La GIZ a contribué au succès de l'Équipe Europe dès ses débuts. L'Allemagne est engagée dans 133 initiatives déployées dans différentes régions et pays – dont 96 pour lesquelles la GIZ joue un rôle en tant que partenaire de mise en œuvre notamment –, dont 113 soutiennent directement Global Gateway. Dans certains cas, nous contribuons à la coordination des initiatives de l'Équipe Europe, aux côtés de l'Union européenne (UE) et d'autres organisations, notamment Expertise France et l'AFD. Un exemple de contribution est notre engagement dans le programme Euroclima, dédié à l'action climatique et à la gouvernance environnementale, en Amérique latine et dans les Caraïbes, aligné sur Global Gateway. Ce programme montre l'impact possible d'une action européenne conjointe sur le développement durable, à long terme. L'expérience l'a prouvé à plusieurs reprises : nous sommes plus forts ensemble. ■

Structurer le Practitioners' Network en Europe

« **L**e Practitioners' Network (PN) est un acteur clé de la coordination au sein de l'Équipe Europe », résume Jérémie Pellet. Expertise France a assuré la présidence du réseau depuis 2023, rejointe par l'agence autrichienne pour le développement (ADA) en 2024. En janvier dernier, le réseau d'agences de coopération européennes pour le développement s'est renforcé en devenant une association internationale, à but non lucratif, de droit belge à part entière, afin de mieux répondre aux besoins de ses membres. Au sein du PN, Expertise France et ses homologues ont consolidé leurs efforts pour améliorer les synergies et mutualiser les ressources pour une coopération et une action européenne plus fortes, efficaces et visibles, et ce grâce à la mobilisation et à la valorisation de l'expertise conjointe. Cette année, Expertise France et l'ADA ont travaillé à améliorer la visibilité du réseau, tout en le rendant plus inclusif – via la participation et l'implication de ses membres – et en garantissant son renforcement et sa viabilité. Le réseau a contribué à des débats européens et internationaux de haut niveau et a accru ses échanges sur des aspects techniques, notamment liés au Global Gateway et au prochain cadre financier pluriannuel. Depuis l'assemblée générale d'avril 2025, les agences de coopération belge (Enabel) et suédoise (SIDA) coprésident à leur tour le PN. ■

Mobiliser l'expertise et renforcer les partenariats

Que ce soit au travers de la mobilisation des experts français à l'international ou des partenariats menés avec les centres hospitaliers français, l'agence se veut être l'ensemblier des savoir-faire nationaux au service des pays partenaires.



Avec **DOMITILLE KAUFFMANN**, ETI, conseillère de programme en nutrition, résilience et climat, au Programme alimentaire mondial (PAM)

Déployer l'expertise française à l'international

Expertise France a renforcé le dispositif des experts techniques internationaux (ETI), levier essentiel de la stratégie de valorisation de la coopération technique française.

Quel est votre parcours ?

Je travaille depuis vingt ans sur les questions de sécurité alimentaire et de nutrition. En 2019, j'ai candidaté au poste d'experte qui se créait au sein de la division Nutrition du PAM. Ce poste, au croisement de mes expériences passées, me permettait de créer des ponts, des liens avec le gouvernement et les autorités françaises, et les organisations internationales, en termes de sécurité alimentaire et de nutrition.

En tant que conseillère de programme au sein du PAM, quelle est votre mission ?

Initialement, elle consistait à travailler sur les programmes de résilience intégrée, en particulier au Sahel, pour renforcer les capacités des populations à faire face aux crises, notamment nutritionnelles. Ma mission a évolué : aujourd'hui, je me concentre davantage sur l'intégration de la nutrition dans les programmes d'adaptation au changement climatique et d'anticipation des chocs climatiques pour prévenir et limiter leur impact sur les populations vulnérables. J'ai également été impliquée dans la préparation du sommet quadriennal « Nutrition for Growth » pour faire avancer la lutte mondiale contre la malnutrition, accueilli par la France en mars 2025.



En mars dernier, Expertise France a organisé un Village des solutions à Paris, en marge du sommet Nutrition for Growth, visant à promouvoir des politiques nutritionnelles durables et inclusives. Les ETI sécurité alimentaire ont animé une séance sur la résilience des systèmes alimentaires face aux crises.

Accélérer la coopération hospitalière internationale

Expertise France est pleinement mobilisée pour répondre aux défis globaux des systèmes de santé. L'amélioration de la qualité des soins et le renforcement des ressources humaines en santé reposent notamment sur des partenariats solides avec les centres hospitaliers universitaires (CHU) français. De nombreux établissements de santé français de référence, de l'hexagone et d'outre-mer, sont aujourd'hui impliqués dans des projets avec des partenaires internationaux. Depuis février 2024, l'agence gère le projet « réseaux et partenariats hospitaliers 2024-2027 » (PRPH4) qui renforce la coopération hospitalière internationale dans les pays cibles.

Soutenue par Expertise France, en lien avec la direction générale de l'Offre de soins (DGOS) et la direction des Affaires européennes et internationales (DAEI), la mobilisation des hôpitaux français en Ukraine contribue à la reconstruction et au renforcement du système de santé du pays. Par exemple, Expertise France a organisé la venue de médecins du CHU de Toulouse à Dnipro pour échanger sur les soins intensifs et de préhospitalisation, et prodiguer des soins à des blessés de guerre. Avec le soutien de l'Assistance publique des Hôpitaux de Paris (AP-HP), l'agence permet la mobilisation de chirurgiens maxillo-faciaux pour la formation de chirurgiens ukrainiens et la prise en charge de patients de l'ONG Superhumans à Lviv. Expertise France soutient également la construction du nouveau centre Superhumans, qui accueille des blessés de guerre, à Odessa.

L'importance stratégique des CHU dans les activités de l'agence s'illustre aussi en Afrique. Au Rwanda, dans le cadre du projet « Fonds d'expertise technique et d'échanges d'expériences » (FEXTE) financé par l'AFD, le CHU de Strasbourg a déployé son expertise pour réaliser un diagnostic des besoins en formations médicales et en infrastructures hospitalières de l'hôpital de Ruhengeri, dans le nord du pays. ■

Quels sont les principaux défis pour anticiper et réduire l'impact des chocs et des crises sur les régimes alimentaires et la nutrition ?

Face aux conflits, aux crises économiques et aux chocs climatiques de plus en plus fréquents et violents, il est essentiel de renforcer la résilience des populations vulnérables, afin de créer un environnement propice à la prévention de la malnutrition et d'éviter que ces crises ne se transforment en catastrophes alimentaires et nutritionnelles. La malnutrition, en effet, est un défi multisectoriel, qui touche les systèmes alimentaires, l'éducation, la santé, la protection sociale, l'accès à l'eau et à l'assainissement, etc. Aujourd'hui, alors que les financements se réduisent, les besoins demeurent immenses. Bâter la résilience est un défi de longue haleine nécessitant des investissements durables pour traiter les causes profondes des crises, les prévenir ou, tout au moins, en limiter l'impact, et ne pas se contenter de traiter leurs symptômes. ■

10 propositions pour le futur de la coopération internationale

10 ans d'Expertise France

À l'occasion de ses dix ans, Expertise France publie un livre blanc, réalisé en partenariat avec des chercheurs de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) : dix propositions pour le futur de la coopération internationale face aux grands défis de demain.



PASCAL BONIFACE,
directeur général
de l'IRIS

*La coopération
entre les équipes
de l'IRIS et
d'Expertise*

France dans l'élaboration de ce livre blanc démontre une nouvelle fois l'importance de décloisonner les spécialités et de créer des synergies dans tous les domaines de la coopération internationale. À un moment où les enjeux et les modalités de cette dernière doivent être redéfinis, le dialogue fécond entre des spécialistes des relations internationales et des praticiens de la coopération internationale est prometteur et porteur de visions d'avenir.



JÉRÉMIE PELLET,
directeur général
d'Expertise France

*À l'aube de la
deuxième décennie
d'Expertise*

*France et dans un
contexte de redéfinition de la notion
de coopération internationale,
il nous est apparu essentiel de
prendre le temps de la réflexion.
Ce livre blanc est l'aboutissement
d'un travail mené sur plusieurs
mois entre les équipes d'Expertise
France et les chercheurs de l'IRIS,
qui permet d'apporter des pistes de
réflexion sur dix des enjeux et défis
majeurs auxquels nous sommes et
serons confrontés. Ces réflexions
pourraient être approfondies et
transformées en solutions concrètes
dans le cadre de projets à venir
coconstruits avec nos partenaires,
pour des partenariats plus durables.*



Pour célébrer ses dix ans d'existence, Expertise France a organisé un événement d'envergure à Station F, à Paris, le 12 février 2025. Conçue comme une grande émission de débats, cette cérémonie a été une occasion unique de mettre en lumière les initiatives audacieuses construites ensemble, et portées collectivement depuis une décennie, avec nos partenaires historiques et notre communauté d'acteurs du développement. Au cours de ce rendez-vous, des intervenants emblématiques ont partagé leur vision et leur expérience sur les enjeux mondiaux actuels et les solutions innovantes pour y répondre. Expertise France s'est ainsi projetée sur les dix prochaines années, pour un avenir à bâtir avec ses partenaires, fondé sur des valeurs et des changements durables pour toutes et tous. À la suite de cet événement, en partenariat avec des chercheurs de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), Expertise France a réalisé un livre blanc qui formule dix propositions pour renforcer la coopération internationale dans les années à venir. ■

10 grandes thématiques pour réfléchir aux enjeux et défis majeurs pour le futur de la coopération technique



UNE COOPÉRATION MONDIALE ÉQUILIBRÉE



POUR UNE INTELLIGENCE ARTIFICIELLE INCLUSIVE



PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ HUMAINE



UNE ÉDUCATION ORIENTÉE VERS L'AVENIR



PROMOUVOIR LES ALLIANCES MULTIPARTITES POUR LE CLIMAT



LA CULTURE COMME MOTEUR ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE



FAVORISER L'AUTONOMISATION DES FEMMES



POUR DES ÉVÉNEMENTS SPORTIFS DURABLES



UNE SANTÉ MONDIALE ÉQUITABLE



PARTAGE RENFORCÉ DES CONNAISSANCES AU SEIN DE L'UE

Soutenir le développement humain

Le développement humain, condition essentielle à la prospérité, est un pilier fondamental de la justice sociale. Expertise France s'engage en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, ainsi que pour l'accès à la formation, contribuant à des sociétés inclusives et solidaires.



Avec **ALEJANDRA MORA MORA**, secrétaire exécutive de la Commission interaméricaine des femmes de l'Organisation des États américains

L'égalité des genres : une condition du développement

À travers le projet EUROsocial, Expertise France s'est mobilisée pour l'égalité femmes-hommes en Amérique latine. Financé par l'Europe et mis en œuvre par un consortium réunissant la Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas (FIAP), l'Organisation internationale italo-latino-américaine (IILA) et Expertise France, ce programme visait à renforcer la cohésion sociale à l'échelle nationale et continentale grâce à l'amélioration des politiques publiques. Expertise France était responsable des activités axées sur l'égalité de genre.

Quel est le lien entre l'Europe et l'Amérique latine en matière d'égalité de genre ?

Malgré des avancées, les femmes en Amérique latine restent sous-représentées dans la sphère publique. Le poids des responsabilités domestiques, de soin et de bien-être – le « care » –, bien qu'essentiel, n'est pas reconnu et limite

leur épanouissement professionnel ainsi que leur autonomie économique. La pandémie de Covid-19 a mis en évidence ces inégalités, mais a aussi permis d'en tirer des enseignements, notamment grâce à l'expérience européenne en matière de prise en charge des personnes dépendantes. L'Europe a ainsi contribué à faire progresser l'agenda latino-américain pour l'égalité de genre, qui est un enjeu global nécessitant la coopération entre continents.

Quels sont les apports d'EUROsocial dans l'autonomisation des femmes latino-américaines ?

En capitalisant sur les expériences existantes, EUROsocial a renforcé le dialogue sur la place des femmes dans la société et l'économie, et encouragé des politiques publiques favorisant leur autonomisation physique, économique et politique. Par exemple, la collaboration euro-latino-américaine a facilité le développement de refuges pour les victimes, ainsi que l'identification d'autres formes de



500 000

personnes touchées par des campagnes de formation ou de sensibilisation dans une approche de réduction d'inégalités de genre



←
Le 8 mars 2024, Expertise France organisait une conférence sur les droits des femmes, en lien avec SERVIR, l'association des anciens élèves de l'ENA et de l'INSP. De gauche à droite : Najat Vallaud-Belkacem, Michelle Bachelet, Virginie Herz, Safia Ibrahim Netter, Constance Rivière.

La formation professionnelle, au service du monde de demain

violence, comme la violence numérique. Nous collectons actuellement des données pour élaborer une loi type sur cette question. Le programme a également favorisé la reconnaissance du travail de soins effectué par les femmes.

Quels sont les défis à relever pour atteindre une égalité de genre durable en Amérique latine ?

Le secteur privé doit jouer un rôle clé en instaurant des conditions de travail équilibrant vies professionnelle et personnelle, et responsabilités liées à la prise en charge de personnes dépendantes. Pour ce faire, dans le cadre du projet EUROsocial Bridge, nous avons édité un guide pour inciter les entreprises à mieux partager ces responsabilités.

L'égalité de genre est essentielle au développement de l'Amérique latine et dans les Caraïbes. Le partage d'expériences avec l'Europe est crucial pour renforcer les actions en faveur de la parité, tant horizontale que verticale. ■

La formation professionnelle et l'emploi sont à la racine d'une société équitable, où chacun est capable de trouver sa place et de participer à un développement socio-économique durable. Afin de créer des opportunités et permettre aux individus de les saisir, Expertise France appuie le développement et le pilotage de politiques publiques pour la formation, l'emploi et l'insertion. Le renforcement du dialogue ainsi que de la coordination inter-acteurs est aussi un axe prioritaire.

Pour permettre aux populations les plus vulnérables (jeunes, femmes, personnes en situation de handicap) d'accéder à un travail décent et de sortir de la pauvreté, Expertise France accompagne le développement de formations. En Angola, le projet RETFOP a permis à plus de 6 200 personnes d'avoir accès à des compétences facilitant leur intégration sur le marché du travail et a soutenu sept centres de formation.

En offrant des opportunités d'apprentissage, les pays garantissent ainsi l'employabilité de leurs travailleurs et, par extension, forment une main-d'œuvre qualifiée, productive et insérée socialement. À travers Cap Compétences, une facilité financée par l'AFD, Expertise France mobilise des experts pour renforcer la qualité de l'instruction ainsi que pour élaborer et accompagner des projets en formation professionnelle et en enseignement supérieur. Depuis 2020, vingt-huit interventions ont été menées en Afrique et en Amérique latine. ■

Agir pour la santé mondiale

En cohérence avec la stratégie française en santé mondiale 2023-2027, Expertise France contribue au renforcement des systèmes de santé, à la définition de politiques de santé publique et à la lutte contre les pandémies. L'agence cible notamment les jeunes, population clé tant pour les droits et santé sexuels et reproductifs que pour la prévention du VIH-sida, pour créer un impact durable sur les enjeux sanitaires mondiaux.



Avec **D^e OANH THI HAI KHUAT**, cofondatrice et directrice exécutive du Centre de soutien aux initiatives de développement communautaire (SCDI), au Vietnam

Au Vietnam, se mobiliser pour la jeunesse et la santé publique

En 2015, Expertise France lance, en partenariat avec le SCDI au Vietnam, le projet de long terme « Saving the Future ». Cette initiative vise à relever un défi majeur de santé publique : freiner la transmission du VIH-sida chez les jeunes, notamment les consommateurs de drogues.

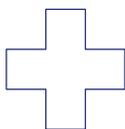
Dans quel contexte s'insère ce projet ?

Au Vietnam, la consommation de drogue est illégale. Les usagers sont arrêtés, condamnés à payer une amende et peuvent être envoyés en cure de désintoxication obligatoire. Cette approche crée une stigmatisation qui empire la situation. Marginalisés, les jeunes et les femmes n'osent pas demander de l'aide ou recourir aux services de santé. En parallèle, la consommation de drogue a évolué chez les jeunes Vietnamiens, passant des drogues injectables (opioïdes)

aux stimulants synthétiques comme la méthamphétamine. Les réseaux d'usagers de drogues alertent sur les conséquences : pratiques sexuelles à risque, troubles mentaux, violences. Alors que les autorités souhaitaient encore durcir leurs mesures, SCDI a voulu agir rapidement.

Quel modèle proposez-vous pour aider les consommateurs de drogue ?

La conception d'un modèle d'intervention communautaire a nécessité beaucoup de temps car nous l'avons construit *ex nihilo*. Nous l'avons élaboré avec des experts du monde entier, et de France notamment. Nous avons constaté les liens entre santé mentale, consommation de drogues et VIH-sida, et orienté le projet sur plusieurs axes : promotion des rapports sexuels protégés, dépistage du VIH-sida, accompagnement thérapeutique, guérison des traumatismes d'enfance, et conseils en matière de drogue et de



474 868

bénéficiaires de santé soutenus grâce à l'action des projets de L'Initiative



←
Au-delà du Vietnam, L'Initiative soutient en Thaïlande le projet porté par le Shoklo Malaria Research Unit (SMRU) de la clinique de Wang Pha qui tend à répondre aux besoins complexes en matière d'accès aux soins des femmes migrantes de Birmanie installées dans le pays.

Promouvoir les droits et santé sexuels et reproductifs

santé mentale. L'aspect particulièrement novateur de notre démarche est que les jeunes bénéficiaires deviennent eux-mêmes acteurs dans la création et la mise en œuvre des activités.

Qu'est-ce qui vous semble le plus urgent pour l'avenir ?

Il est nécessaire d'élargir le champ des interventions en matière de santé mentale à d'autres populations clés, notamment à la communauté LGBTQIA+ et aux travailleurs et travailleuses du sexe. Les mesures à mettre en œuvre sont déjà définies et nous pouvons utiliser ces connaissances pour étendre le programme au-delà des seuls usagers de drogue, en nous appuyant sur « Saving the Future ». Nous voulons partager notre modèle – qui a prouvé son efficacité – avec d'autres pays confrontés à des défis similaires. Grâce au soutien d'Expertise France, via L'Initiative et sur financement du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, nous pouvons leur épargner des années de tâtonnement par la transmission de notre expérience. ■



Lire la version longue de cet entretien : bit.ly/sante-vietnam-2024

Les droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR) touchent à autant de dimensions essentielles de la vie humaine : corps, sexualité, santé, relations affectives et sexuelles, et choix de parentalité. Ces droits sont à l'intersection des droits humains fondamentaux, de l'égalité de genre, du développement durable des sociétés et de la santé publique.

Dans sa Stratégie internationale en matière de droits et santé sexuels et reproductifs 2023-2027, la France définit six axes prioritaires, dont l'éducation à la sexualité et l'accès à des services et produits de santé sexuelle et reproductive de qualité. Expertise France met en œuvre cette orientation à travers plusieurs projets, notamment en Guinée, où les enjeux d'éducation et de sensibilisation des jeunes aux DSSR sont particulièrement importants. Dans la région de Boké à l'ouest du pays, Expertise France, en collaboration avec l'AFD, œuvre pour l'autonomisation des femmes et des filles en améliorant la connaissance de leurs droits et leur accès aux services de santé sexuelle et reproductive.

Via le soutien de L'Initiative, l'agence a également soutenu jusque fin 2024 le projet PAJES. Son but : promouvoir les DSSR et développer des activités de plaidoyer, en s'appuyant notamment sur des outils numériques innovants. Le projet a été mis en œuvre par Solthis, en partenariat avec la Coalition des organisations de la société civile guinéenne engagées dans le repositionnement de la planification familiale, Ablogui et le Programme national de lutte contre le VIH et les hépatites. Expertise France a ainsi contribué au renforcement du pouvoir d'action de deux réseaux majeurs de la société civile guinéenne. ■

Renforcer la gouvernance

Renforcer les institutions est un enjeu clé pour assurer la stabilité et le développement des sociétés. Pour garantir leur bon fonctionnement, la justice et l'égalité des genres, qui reposent sur des règles et des décisions structurantes, sont essentielles. Expertise France appuie ces deux domaines en Ukraine, en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique latine, à travers des projets visant à renforcer l'État de droit et les institutions locales.



Avec **OLENA FONOVA**, juge au tribunal de commerce de la région de Louhansk, coordinatrice du conseil régional de réforme de la justice du Donbass et cofondatrice et vice-présidente de l'ONG Centre d'expertise interrégional PRO Justice

Réformer la justice en temps de guerre

Lancé en 2017 avec le soutien de l'Union européenne, le projet Pravo-Justice accompagne la réforme judiciaire de l'Ukraine, clé de l'intégration européenne du pays. L'invasion russe de 2022 implique une réorientation de la phase II du projet sur l'aide humanitaire et le soutien au système judiciaire. Elle est menée avec l'appui d'Expertise France.

Quels sont les enjeux auxquels le projet Pravo-Justice répond ?

Pravo-Justice aide le système judiciaire ukrainien à surmonter les défis actuels causés à la fois par le processus de réforme à long terme et par la guerre de grande ampleur. Depuis le début de la réforme judiciaire en 2010, le système a subi des transformations importantes, mais l'agression russe a posé des défis supplémentaires, en particulier l'urgence de garantir un accès continu à la justice sous la loi martiale.

la justice, Regional Justice Reform Councils (RJRC). Composés de professions juridiques, d'universitaires et d'organisations de la société civile, ces conseils favorisent le dialogue entre les autorités centrales et les régions, tout en surveillant la mise en œuvre des réformes sur le terrain. Cette approche implique une collecte et une analyse des données pour évaluer l'efficacité des réformes et identifier les points d'amélioration, dans le but de mieux intégrer les besoins régionaux dans les réformes législatives. L'ONG Centre d'expertise interrégional PRO Justice a été créée sur la base de ces conseils afin de soutenir les réformes dans le secteur de la justice au sein de tout le pays.

En quoi la numérisation peut-elle améliorer la qualité des décisions de justice ?

Dans notre rapport analytique sur les audiences à distance, dont je suis coauteure, nous soulevons les avantages de l'e-justice dans un contexte de migrations et de déplacements massifs. Grâce à l'e-justice, les citoyens peuvent



1 487

personnels de structures dans le monde ayant bénéficié d'un renforcement de leurs compétences/ connaissances sur la justice



← Grâce à une subvention du projet européen Pravo-Justice, JustGroup va mettre en œuvre une approche systématique visant à renforcer la résilience psychologique des procureurs spécialisés dans les crimes de guerre.

Soutenir les organisations féministes

accéder facilement à l'information, interagir directement avec le système judiciaire et exercer leur droit à un procès équitable, peu importe où ils se trouvent. La transparence est ainsi renforcée et les risques de corruption réduits, notamment grâce à l'attribution automatisée des affaires.

Quels obstacles restent à surmonter ?

Un des défis clés à surmonter est le manque d'effectif criant : les juges en poste sont surchargés, tout comme le manque de secrétaires, de juges assistants, etc. Le dispositif Model Courts Initiative du projet tente de pallier ce problème. Il vise notamment à moderniser les infrastructures judiciaires, par des espaces de détente ou dédiés aux enfants, par exemple. L'augmentation des salaires des employés – n'ayant pas évolué depuis 2021 – est également impérative, tout comme leur protection contre les pressions extérieures pour assurer l'indépendance des décisions prises. ■



Lire la version longue de cet entretien : bit.ly/pravo-justice-2024

En ligne avec la diplomatie féministe de la France, Expertise France agit en faveur de l'égalité de genre, de l'autonomisation physique, économique et politique des femmes et des filles, et contre les violences basées sur le genre (VBG). En Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique latine, l'agence mobilise une large palette d'outils : renforcement des capacités des organisations de la société civile (OSC) et des institutions, plaidoyer, mise en réseau et dialogue régional et pluriacteurs.

Au Sahel, Expertise France soutient les OSC *via* le Fonds Genre Sahel dans le cadre du Partenariat EDIFIS. En Mauritanie, l'application Sentinelle a été développée par deux OSC pour signaler rapidement, et de manière confidentielle, les VBG, tout en générant des données statistiques pour renforcer la prévention et la prise en charge.

Au Tchad, à travers son volet d'appui aux institutions, ce partenariat accompagne le ministère de la Femme et de la Petite Enfance dans le développement d'outils de coordination et de mobilisation des ressources.

En Afrique du Nord, le projet Ajyal Égalité appuie les OSC dans le développement de pratiques équitables et inclusives en Libye, au Maroc et en Tunisie. Ce soutien favorise non seulement l'égalité de genre, mais crée aussi une dynamique associative propice aux plaidoyers local et régional. ■

Favoriser une économie durable et inclusive

Expertise France soutient un développement durable et inclusif. Elle active divers leviers comme l'appui au développement de l'intelligence artificielle, de la culture ou la mise en œuvre d'initiatives macroéconomiques à l'échelle continentale.



Avec **ANASTASIE KADJA-OHOUE**, responsable du pôle entrepreneuriat de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI)

Encourager l'autonomisation économique des femmes ivoiriennes

La facilité Investment Climate Reform (ICR) soutient les initiatives d'amélioration pour un environnement des affaires plus inclusif, en faveur de l'autonomisation économique des femmes, dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Ce projet est mis en œuvre par quatre agences européennes dont Expertise France.

ivoiriennes dont nous défendons les intérêts pour améliorer leur compétitivité et leur croissance. Nous faisons aussi du plaidoyer pour promouvoir le dialogue et les interactions public-privé pour créer un environnement propice aux affaires. La Confédération est aussi un interlocuteur de premier plan des représentants syndicaux et donc un acteur majeur du dialogue social.

Quel rôle joue la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) au sein du secteur privé ivoirien ?

La CGECI représente près de 80 % du secteur privé en Côte d'Ivoire. Elle fédère des groupements professionnels, des associations d'entreprises et des entreprises de tous les secteurs d'activité (industrie, service, agriculture, ou commerce), soit près de 22 000 milliards de francs CFA et plus de 400 000 emplois. Nous jouons un rôle clé dans la représentativité des entreprises

Qu'a permis la facilité Investment Climate Reform (ICR), qui œuvre à l'amélioration du climat des affaires, à la Confédération ?

Au sein de la commission de promotion de l'entrepreneuriat national de la CGECI, nous cherchons à lever les obstacles à l'entrepreneuriat féminin. Nous avons constaté que les femmes ivoiriennes sont présentes dans le secteur des services et des commerces informels mais se lancent rarement dans des activités du secteur industriel, perçues comme de grande envergure. L'appui de la facilité



143

structures
soutenues sur
l'accompagnement
aux entreprises



↑ À l'image de la facilité ICR qui soutient le climat des affaires sur le continent africain, le programme MEET Africa 2 a appuyé des femmes entrepreneures de la diaspora, comme Nina Sandrine N'Guetta, fondatrice de L'Atelier Blayo, spécialisé dans l'artisanat et la maroquinerie.

ICR nous permet de réaliser une étude sur la représentativité des femmes dans le secteur industriel, et d'identifier les freins qu'elles rencontrent. L'étude présentera également une analyse de bonnes pratiques identifiées dans certains pays et leur potentiel de réplcation dans le contexte ivoirien.

Que va permettre cette étude ?

Une fois ces freins identifiés, nous pourrons porter un plaidoyer auprès des autorités publiques pour lever les potentiels obstacles réglementaires à l'entrepreneuriat des femmes dans le secteur industriel. Nous pourrons soutenir, si besoin, des réformes pour développer un cadre entrepreneurial qui leur est plus favorable, et les intégrer davantage dans la stratégie d'industrialisation du pays. Cette étude souligne aussi notre mobilisation pour leur autonomisation économique, et au-delà sur les questions de genre. ■



Lire la version longue de cet entretien :
bit.ly/femmes-cotedivoire-2024

L'intelligence artificielle au service d'un avenir durable et inclusif

L'intelligence artificielle (IA) transforme de nombreux secteurs de la coopération, et soulève des défis éthiques, techniques et environnementaux. Expertise France accompagne ses pays partenaires dans le développement de bonnes pratiques afin de garantir un accès équitable, durable et inclusif aux bénéfices de l'IA et atténuer les risques. L'agence se mobilise pour l'engagement des communautés locales et des citoyens dans l'appropriation de ces technologies, et pour amplifier la voix des femmes et de la société civile dans le dialogue international.

Expertise France souhaite mettre l'IA au service de la croissance économique, à l'instar de l'appui qu'elle apporte au Sénégal dans l'élaboration de sa stratégie nationale dédiée à l'IA, envisagée comme un moteur essentiel de développement du pays et pour la création d'emploi. L'agence a également contribué au renforcement des capacités locales en matière d'IA. Elle déploie des programmes de soutien aux incubateurs et aux start-up technologiques, comme en Tunisie à travers le programme Innov'i, ou en Europe de l'Est avec le programme EU4Innovation East. En partenariat avec de nombreux acteurs publics, Expertise France agit pour le développement de cas d'usage de l'IA. Par exemple, les projets DATAFID, en Afrique de l'Ouest, et DATAMINING, au Sénégal, visent à promouvoir la science de la donnée et l'IA pour améliorer la mobilisation des ressources fiscales et douanières.

Enfin, Expertise France œuvre à renforcer la confiance dans l'IA, technologie qui peut être détournée à des fins malveillantes (fraude financière, usurpation d'identité, *deepfake*, rançongiciel, etc.) par des groupes criminels. Dans le cadre du programme EL PACCTO, l'agence a publié un rapport intitulé « IA et criminalité organisée », qui analyse les risques associés à l'IA et propose des pistes d'amélioration réglementaires comme opérationnelles. ■

Œuvrer pour la paix et la stabilité

Agence de terrain, Expertise France apporte un appui aux États dans la prévention et la gestion des crises, la lutte contre les menaces transversales, le terrorisme et le crime organisé, et intervient en faveur de la sécurité et du maintien de la paix.



Avec le **VICE-AMIRAL ROY A. ECHEVERRIA**, directeur du Centre maritime national philippin

Réformer la sécurité maritime

Expertise France met en œuvre le projet CRIMARIO II, financé par l'Union européenne. Ce projet vise au renforcement de la sûreté des espaces maritimes dans la région indopacifique.

Comment le Centre maritime national supervise-t-il les opérations de sécurité maritime aux Philippines ?

Il joue un rôle crucial dans la surveillance des menaces sécuritaires et la protection des eaux philippines. Il recueille, traite et partage des renseignements maritimes, aux forces de l'ordre notamment, pour assurer une surveillance efficace et coordonner les opérations avec les parties prenantes clés. Ses missions : la lutte contre la piraterie, la pêche illégale et les menaces environnementales, comme la destruction des récifs coralliens.

Que permet le projet CRIMARIO II ?

C'est un soutien essentiel à l'amélioration de la sécurité maritime aux Philippines. Le projet permet un renforcement

des capacités, notamment grâce à la plateforme Indo-Pacific Regional Information Sharing (IORIS). Son but : améliorer les échanges d'informations, la coordination entre les agences maritimes et la protection de l'environnement. Par exemple, à l'été 2024, le pétrolier *MT Terra Nova* a coulé au large de Limay, dans la province philippine de Bataan, déversant 1,5 million de litres de mazout. Pour empêcher la marée noire d'atteindre la côte de la capitale, Manille, nous avons mis en place, notamment grâce à IORIS, une opération avec différentes unités de la garde côtière philippine et d'autres agences. Nous avons ainsi récupéré plus de 97 % du pétrole déversé. CRIMARIO II offre également des programmes de renforcement des compétences analytiques pour mieux évaluer et répondre aux menaces maritimes.

Quelles sont les priorités pour la coopération interrégionale dans la région ?

Nous allons continuer à renforcer la sécurité maritime et consolider les



7 551

personnels de structures ayant bénéficié d'un renforcement de leurs compétences/ connaissances sur la sécurité/ stabilité d'un territoire et/ou la gestion des crises



En s'inscrivant dans le cadre de la stratégie européenne en matière de sécurité maritime, Expertise France met en œuvre plusieurs projets européens pour renforcer les coopérations nationales, régionales et suprarégionales dans le domaine de la protection des infrastructures critiques, de la sécurité et de la sûreté maritime.

partenariats en Indopacifique. Un engagement continu entre les parties prenantes régionales et internationales, comme l'ASEAN, l'ONU, etc., est essentiel pour consolider notre législation nationale. Des programmes de renforcement des capacités seront également développés pour nos partenaires régionaux, comme

le Vietnam et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Ces actions sont possibles grâce au soutien de l'Union européenne qui, à travers CRIMARIO II, nous permet de répondre aux besoins de notre pays, et de la zone, pour relever les défis présents et futurs, tout en favorisant une coopération régionale forte et mutuellement bénéfique. ■



Lire la version longue de cet entretien :

bit.ly/crimario-securite-2024

Améliorer la coopération pour lutter contre les risques NRBC

Les risques nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC) sont amplifiés par l'évolution géopolitique et la sophistication technologique. Bien qu'invisibles, ils représentent une menace croissante pour la santé publique, l'environnement et la sécurité mondiale. Depuis plus de dix ans, Expertise France participe à la politique d'atténuation des risques NRBC, notamment via l'Initiative des Centres d'excellence NRBC créée en 2010 par l'Union européenne (UE). À travers une vingtaine de projets, l'agence contribue à la mise en place de cadres législatifs, de normes partagées et de formations adaptées, pour apporter une réponse efficace aux menaces NRBC. Par exemple, dans la région de la façade atlantique de l'Afrique, Expertise France met en œuvre un projet centré sur la sécurisation du transport de

marchandises dangereuses et des installations à haut risque utilisant des produits chimiques, grâce à la révision de cadres juridiques et l'optimisation des plans d'urgence notamment. L'agence soutient également un projet de renforcement des capacités en matière de biosécurité et de sûreté biologique en Afrique de l'Est et en Afrique centrale.

Dans le cadre de l'Instrument de coopération pour la sûreté nucléaire, Expertise France agit pour améliorer les niveaux de sûreté nucléaire dans les pays hors UE. Au sein du projet Iraq Nuclear Waste Management, financé par l'UE, l'agence soutient le Centre irakien de protection contre les radiations dans l'élaboration de ses procédures et d'un plan global de gestion des déchets ainsi que dans la promotion d'une culture axée sur la sécurité. ■

Agir pour le climat et la planète

Expertise France agit avec ses partenaires pour atténuer les effets du changement climatique et protéger la biodiversité. L'agence contribue à opérer la transition énergétique juste dans de nombreux pays, engendrant des bénéfices à la fois environnementaux et sociaux.



Avec **RENÉ HENKENS**,
écologiste au
Wageningen
Environmental
Research
(Pays-Bas)

Restaurer les écosystèmes

Expertise France a contribué au programme RESEMBID, cofinancé par l'Union européenne. Le projet « Turning the Tide » en fait partie. Il vise à restaurer un écosystème marin sain et résilient sur l'île d'Aruba, dans les Caraïbes néerlandaises.

Quelle est la situation environnementale à Aruba, notamment en ce qui concerne les mangroves et les récifs coralliens ?

et **NATASHA SILVA**,
responsable de
la conservation
à la Aruba
Conservation
Foundation

NATASHA SILVA : À Aruba, petite île de 180 kilomètres carrés des Caraïbes néerlandaises, nos moyens de subsistance dépendent de la santé de nos écosystèmes côtiers, notamment des mangroves et des récifs coralliens qui soutiennent une biodiversité incroyable. La pollution locale, liée à la

forte densité de population de l'île, nuit aux coraux, qui sont aussi endommagés par le changement climatique et les tempêtes de plus en plus intenses. Ils blanchissent et meurent à cause de la maladie corallienne de perte de tissu (SCTLD). Les récifs se dégradent et se

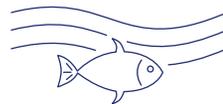
transforment en déblais.

Les mangroves sont confrontées à des défis qui augmentent les niveaux de salinité et les assèchent, comme la sédimentation causée par l'érosion des sols.

Quelles actions ont été mises en place dans le cadre du projet « Turning the Tide » ?

RENÉ HENKENS : À Aruba, les débris coralliens

qui recouvrent les fonds marins ne fournissent pas une base stable pour la régénération des coraux. Pour ce projet pilote, nous avons installé deux types de petites structures de récifs



11,7 M

d'hectares
bénéficiant d'un
renforcement des
pratiques de gestion de
la biodiversité marine



↑ Dans le contexte de « Turning the Tide », des plongeurs travaillent sous les profondeurs de la mer des Caraïbes, à Aruba, pour installer des récifs dits MOSES afin d'accélérer la régénération du corail.

artificiels – de simples blocs de béton et de structures recouvertes de fer, en forme d'araignée, appelés les récifs MOSES et MARS. Ces derniers ont été déposés, souvent simplement à la main, sur trois sites le long de la côte sud. Dès leur installation, les poissons ont commencé à les utiliser, ce qui a constitué un signe clair que la nature est prête à se régénérer. Nous avons également étendu la pépinière de coraux. Nous avons collecté des fragments de coraux, les avons fixés aux structures artificielles puis commencé à suivre leur croissance. Pour les mangroves, nous nous sommes concentrés sur l'excavation des sédiments des canaux de mangrove envasés pour restaurer les flux hydrologiques vers les zones où ils avaient stagné ou s'étaient asséchés. ■



Lire la version longue de cet entretien :
bit.ly/ecosystemes-marins-2024

Accompagner les villes dans une croissance durable

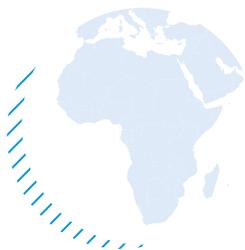
En cohérence avec la stratégie du groupe AFD, Expertise France appuie un développement urbain sensible aux défis des villes et encourage l'investissement dans des infrastructures urbaines durables. L'agence favorise une approche participative, grâce à une étroite collaboration avec les acteurs urbains. À travers le projet Plateforme urbaine au Cameroun, financé par l'Union européenne, Expertise France développe une approche partant du local vers le national pour renforcer les politiques publiques d'aménagement du territoire. Concrètement, la plateforme digitale collaborative permet le libre accès aux données socioterritoriales, indispensable à la planification et à la gestion urbaine.

L'agence travaille à une planification urbaine qui anticipe les défis à long terme, qu'ils soient démographiques, sociaux ou environnementaux. Le projet « REGUL » soutient les administrations locales à Kolwezi et dans la province de Lualaba au sud de la République démocratique du Congo, dans l'élaboration d'un plan local d'aménagement.

Afin de répondre aux enjeux climatiques et environnementaux, l'agence accompagne ses partenaires dans la priorisation de leurs investissements pour des services urbains résilients. Le projet « GEDEC-Togo » accompagne cinq communes dans la mise en place d'une filière de gestion des déchets et d'un service d'assainissement performant, permettant de répondre aux problématiques de santé et d'améliorer l'impact environnemental. ■

Œuvrer à relever les défis de chaque région

Expertise France intervient aujourd'hui dans près de 150 pays. Forte d'une expertise multisectorielle, elle adapte sa stratégie aux enjeux de chaque région, en cohérence avec les politiques d'investissement solidaire française et européenne.



AFRIQUE

S'engager pour répondre aux enjeux du développement

Les pays africains sont les principaux partenaires d'Expertise France. L'agence déploie 162 projets nationaux et régionaux, soit un volume d'affaires de 1,1 milliard d'euros, avec le soutien de l'Union européenne, de l'AFD et des ministères français. Ces actions s'inscrivent dans les orientations stratégiques présidentielles et gouvernementales, ainsi que dans la dynamique de renouveau des relations franco-africaines, comme en témoigne la restitution des œuvres d'art. Expertise France s'engage à mettre en œuvre des projets multisectoriels, à fort impact, au service du développement durable et de l'agenda transformationnel, avec une action tournée notamment vers la jeunesse. La gouvernance financière et la mobilisation des ressources intérieures sont également des enjeux forts, comme en Guinée où l'agence appuie l'État guinéen et les collectivités territoriales pilotes à disposer de ressources propres

croissantes, afin de mener à bien des politiques publiques au bénéfice des populations.

♦ Se mobiliser pour la jeunesse et l'emploi



2 149

porteurs de projets
d'entreprise soutenus
en Afrique

Expertise France accompagne ses partenaires institutionnels dans le pilotage et le déploiement de politiques de formation professionnelle, en partant des besoins des entreprises des secteurs porteurs. Elle soutient ainsi les jeunes dans leur insertion professionnelle, en accordant une attention particulière à l'autonomisation économique des femmes. Le projet « Raqameyon » appuie la transition numérique en Libye et contribue ainsi à la

diversification du marché de l'emploi. Au Rwanda, un projet d'amélioration de l'enseignement technique et professionnel est en cours pour renforcer l'employabilité des jeunes. Au centre des enjeux de développement, l'éducation et la formation sont des piliers pour la réduction des inégalités. Leur pouvoir



En République démocratique du Congo, le projet « Pour Elles : Sport & Culture » vise à améliorer la qualité de vie, le bien-être physique et mental des jeunes filles par la promotion et l'accès aux pratiques sportives et culturelles.

transformateur offre des opportunités nécessaires à l'émancipation, à la mobilité et à l'insertion sociale.

◆ Valoriser la culture

L'agence soutient la valorisation du patrimoine et le développement des industries culturelles. Levier de développement, ce secteur contribue au lien social et à l'attractivité des territoires, tout en étant générateur d'emplois. Sur financement de l'AFD, Expertise France participe à la mise en valeur du patrimoine au Bénin, à travers la réhabilitation du domaine palatial d'Abomey, inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco. En Côte d'Ivoire, elle contribue sur financement français à renforcer la coopération muséale. Ce projet tend à préparer le retour historique du tambour Djidji Ayôkwé qui se révèle une opportunité pour mieux structurer le secteur ivoirien du patrimoine et renforcer les liens entre acteurs français.

◆ Renforcer l'entrepreneuriat et l'innovation

L'appui à la structuration des écosystèmes entrepreneuriaux constitue une priorité de l'agence. Cet engagement est illustré par le programme « Pour elles » (AFD) au service de l'entrepreneuriat féminin en République démocratique du Congo. L'agence mène des projets d'envergure comme « MEET Africa II », axé sur le soutien aux entrepreneurs de la diaspora, ou « IYBA-SEED », un programme multipartenarial européen visant à investir dans les jeunes entreprises et à soutenir le développement des écosystèmes entrepreneuriaux en Afrique. Aux Comores, Expertise France appuie également les entrepreneurs de la diaspora. Expertise France poursuit ainsi son engagement aux côtés de ses partenaires africains afin de construire des solutions durables et inclusives, pour l'avenir du continent. ■



MOYEN-ORIENT

Appuyer les États et la société civile dans un contexte de crises multiples



↑ Dans le cadre du projet Shabake 2, Expertise France a travaillé avec cinq organisations de la société civile, au plus fort de l'escalade du conflit, pour répondre aux besoins sur le terrain au Sud, au Nord et au Mont-Liban, en fournissant une assistance essentielle et un soutien alimentaire à plus de 8 450 bénéficiaires, principalement des personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Les pays du Proche et du Moyen-Orient sont traversés par de multiples crises et conflits. Expertise France accompagne les autorités publiques et la société civile vers une trajectoire de développement durable.

◆ Renforcer la stabilité

Dans les Territoires palestiniens, en Syrie, au Liban et en Irak, l'agence contribue à l'objectif de renforcement et de reconstruction d'institutions politiques solides. Cette volonté se traduit entre autres par une consolidation des finances publiques qui jouent un rôle clé dans le processus de développement. L'agence appuie la lutte contre la corruption, se mobilise pour la justice ainsi que la défense et la protection civile. À travers des projets liés à la numérisation de l'économie et l'entrepreneuriat féminin, elle

encourage le développement du secteur privé. En Jordanie, Expertise France va intervenir sur les enjeux de gouvernance, de stabilité et de cohésion sociale, avec une attention particulière à la participation des femmes.

◆ Améliorer la réponse aux crises

La fourniture de services essentiels à la population constitue une priorité en Syrie. À travers plusieurs projets complémentaires, l'agence se mobilise pour répondre aux besoins des habitants et participer à la réhabilitation d'infrastructures et de services de base. Via les projets HERNES et SABIR, l'agence contribue à l'amélioration de l'accès aux soins à l'hôpital et des conditions de vie des communautés les plus vulnérables, dans le nord-ouest et le nord-est du pays.

Le Liban est touché par des crises politiques et économiques, aggravées par l'intensification de la guerre en 2024. Expertise France renouvelle son soutien aux organisations de la société civile (OSC) du pays, comme

l'illustre un projet phare mené par l'agence. Démarré en 2019, Shabake (financement AFD) consistait à améliorer la résilience des OSC et à renforcer leurs capacités dans la gestion et la prévention des risques. La deuxième phase du projet, déployée de 2022 à 2025, se focalise sur la mise en œuvre des projets visant à répondre efficacement aux situations d'urgence en cours au Liban, en particulier pour les populations les plus vulnérables. ■



+ de
20 000

personnes bénéficient de services sociaux de base soutenus, au Moyen-Orient



ESPACE EUROPÉEN

Soutenir la convergence européenne

En Europe de l'Est et dans les Balkans occidentaux, où l'activité est en forte expansion, l'agence joue un rôle clé dans la promotion d'un développement durable, inclusif et résilient. Dans les pays du voisinage européen, Expertise France accompagne les réformes et le processus d'intégration européenne.

◆ Accompagner les réformes judiciaires et l'État de droit

Expertise France appuie le renforcement des systèmes judiciaires et la modernisation des institutions, notamment dans les Balkans et en Ukraine. Les projets tels que EU4Justice et PRAVO III participent à l'alignement des cadres juridiques avec les standards européens, en appuyant l'indépendance et l'efficacité des institutions judiciaires ainsi que la lutte contre la corruption. Sur des enjeux émergents, comme la justice environnementale, l'agence soutient la formation des acteurs judiciaires en Arménie et facilite l'accès à la justice sur les questions climatiques, en Albanie et en Macédoine du Nord.

◆ Améliorer les systèmes sociaux et favoriser l'inclusion économique

Pour œuvrer à la convergence vers les standards européens, Expertise France appuie la modernisation des systèmes de protection sociale et de politiques d'emploi. En Géorgie, l'agence soutient la mise en œuvre de réformes sociales résilientes pour renforcer l'inclusion et l'adaptation aux défis climatiques. Financé par l'Union européenne, le programme SOCIEUX+ appuie les pays des Balkans et du voisinage oriental dans la réforme de leur système de protection sociale et la promotion du travail décent. ■



Le programme régional EU4Innovation East, financé par l'Union européenne, vise à renforcer la compétitivité et la maturité des écosystèmes de start-ups du Partenariat oriental.

Appuyer la connectivité numérique

Présente en Ouzbékistan depuis 2020, Expertise France déploie des projets pour améliorer la bonne gouvernance et promouvoir l'énergie verte, sur financement de l'AFD. En mars 2025, le directeur général de l'agence, Jérémie Pellet, signait à Tachkent l'initiative **Équipe Europe d'appui à la connectivité numérique**, en présence du commissaire Jozef Síkela. Expertise France diversifie ainsi son action et s'inscrit pleinement dans la stratégie du Global Gateway. Ce programme de 20 millions d'euros couvre les cinq pays d'Asie centrale et vise à étendre la connectivité Internet, par satellite, dans la région pour réduire la fracture numérique sur le territoire.





AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Préserver la biodiversité et favoriser la transition juste

L'action d'Expertise France en Amérique latine est de plus en plus significative. 45 projets nationaux et régionaux y sont menés sur financement de l'Union européenne (UE), de l'AFD et des ministères français, pour un volume d'affaires de 313 millions d'euros. Les projets déployés s'alignent sur les orientations stratégiques présidentielles et interministérielles, ainsi que sur la stratégie France-Amérique latine et Caraïbes (2023-2025), et sur les priorités européennes, notamment celles du programme Global Gateway. Dans les Caraïbes, Expertise France a renforcé sa présence par l'établissement d'une direction pays à Haïti, en 2024.

◆ Relever les défis écologiques

L'agence met en œuvre des programmes européens pour renforcer les capacités des pays de la région

face aux enjeux environnementaux et préserver la biodiversité, des priorités stratégiques. Le programme Euroclima+ accompagne les pays d'Amérique latine dans la mise en œuvre de leurs engagements climatiques. Le programme Amazonia+ se concentre sur la réduction de la déforestation et la gestion durable des écosystèmes du bassin amazonien, avec un accent particulier porté sur les droits des peuples autochtones et la gouvernance environnementale.

◆ Encourager les réformes sociales et inclusives

Expertise France accompagne les pays dans le déploiement de politiques intégrant la formation professionnelle, la protection sociale et la justice environnementale. L'initiative Équipe Europe « Sociétés inclusives » prolonge l'action d'EUROSOCIAl+ pour améliorer la cohésion sociale, réduire les inégalités, notamment de genre, et renforcer les politiques publiques en matière d'inclusion. La facilité SOCIEUX+ fournit une expertise technique pour accompagner les réformes en matière d'emploi et de protection sociale dans les pays partenaires.

Au Salvador, dans le cadre du projet Agustine, l'agence met en place des services de soutien psychosocial, facilite l'intégration des jeunes dans le monde du travail et promeut l'égalité de genre à travers des programmes d'éducation inclusive.

◆ Renforcer la (cyber)sécurité

En Amérique latine, Expertise France intervient dans le domaine de la sécurité. Sur fonds européens, elle met en œuvre le programme régional EI Paccto pour renforcer la lutte contre la criminalité transnationale organisée. En Équateur, elle contribue au renforcement des mécanismes de coordination de la sécurité à Guayaquil. À travers le projet EU-LAC Cyber, Expertise France vise à renforcer les cadres juridiques et de gouvernance en cybersécurité dans la région. ■

Un mandat élargi aux Outre-mer

Le mandat d'Expertise France a été étendu aux territoires ultramarins depuis le comité interministériel des Outre-mer du 18 juillet 2023. Pour une durée de trois ans, l'agence met en œuvre des missions d'assistance technique, avec un pilotage conjoint du ministère de l'Intérieur, des Outre-mer et de l'AFD. Depuis 2024, une dizaine d'experts ont été mobilisés dans les Outre-mer sur des enjeux tels que l'assainissement et la gestion des réseaux hydrauliques. En parallèle, l'agence mène le programme « Green Overseas (GO) ». Il vise à contribuer au développement durable, résilient et inclusif de 25 pays et territoires ultramarins et britanniques, autour de thématiques liées à l'accompagnement à la transition énergétique et à la gestion du littoral face à la montée des eaux.



INDOPACIFIQUE

Coopérer sur des sujets d'intérêts partagés

Espace stratégique, l'Indopacifique concentre des opportunités de développement et de nombreux foyers de risques, notamment liés aux effets du changement climatique. L'action d'Expertise France s'inscrit dans la stratégie régionale du groupe AFD, centrée sur la résilience climatique et la réduction des risques de catastrophes, et dans la stratégie Global Gateway de l'Union européenne.

◆ Contribuer à la réduction des risques de catastrophes et atténuer les effets du changement climatique

Expertise France accompagne les pays partenaires de la région pour intégrer les enjeux de la transition écologique dans l'ensemble des secteurs économiques, notamment via la promotion des économies verte et bleue, comme source de croissance durable, inclusive et créatrice d'emplois. L'approche de l'agence repose sur la sensibilisation des acteurs privés, publics et de la population aux risques de catastrophes et aux conséquences du changement climatique.

Le projet AQIP appuie les États membres de l'ASEAN dans leurs efforts pour élaborer des politiques publiques pour améliorer la qualité de l'air. Une autre initiative vise à renforcer la coopération au sein de l'ASEAN pour une gestion durable des déchets de navires. Le projet DREALL appuie les Philippines dans la réduction des risques de catastrophe, au niveau des collectivités locales.

◆ Développer une finance durable et accompagner la transition numérique

L'agence participe à engager les secteurs privé et financier vers la relance verte et l'économie circulaire, en établissant par exemple un cadre politique



Le projet de conservation de la biodiversité marine et terrestre « Solwara na Graun blo pipol » implique directement les communautés locales des Highlands de Papouasie-Nouvelle-Guinée, promouvant une croissance verte et l'utilisation durable des terres et des forêts par les petites entreprises du secteur agricole et forestier.

réglementaire de la finance durable. Au Cambodge, le projet Green PFM participe à renforcer les capacités du ministère de l'Économie et des Finances dans la mise en œuvre de la loi organique relative aux lois des finances, en intégrant des critères environnementaux et climatiques dans l'analyse budgétaire.

L'agence appuie la gouvernance numérique au Vietnam via un programme axé sur la numérisation des démarches, en accompagnant le déploiement du centre d'information et de pilotage du gouvernement. ■

Rendez-vous en ligne!



VOUS SOUHAITEZ EN SAVOIR PLUS ?

Rendez-vous sur la version web du *Bilan & perspectives* :

rapport-annuel.expertisefrance.fr

Vous y trouverez **une dizaine d'interviews** mettant en avant le travail mené avec nos partenaires, ainsi que **les archives de l'ensemble de nos rapports annuels**.



Retrouvez nos chiffres clés 2024 et nos objectifs pour 2025 **en vidéo**.

Sigles et acronymes

- **ADA** : Agence autrichienne de développement
- **AFD** : Agence française de développement
- **ASEAN** : Association des nations de l'Asie du Sud-Est
- **CEMAC** : Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
- **CGECI** : Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire
- **EDFI** : European Development Finance Institutions
- **ENA** : École nationale d'administration
- **ETI** : expert technique international
- **FEXTE** : Fonds d'expertise technique et d'échanges d'expériences
- **GIZ** : Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
- **ICR** : Investment Climate Reform
- **INSP** : Institut national du service public
- **IORIS** : Indo-Pacific Regional Information Sharing platform (plateforme de partage d'information régionale indopacifique)
- **IRIS** : Institut de relations internationales et stratégiques
- **MEAE** : ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- **ODD** : Objectifs de développement durable
- **ONG** : organisation non gouvernementale
- **ONU** : Organisation des Nations unies
- **OSC** : organisation de la société civile
- **PAM** : Programme alimentaire mondial
- **PN** : Practitioners' Network
- **SCDI** : Supporting Community Development Initiatives (centre de soutien aux initiatives de développement communautaire)
- **UA** : Union africaine
- **UE** : Union européenne

Crédits iconographiques

Couverture : Illume Creative studio, Dalia Khamissy, Agence Atalaku, DSCo6793, Rodrigue Ako, Dalia Khamissy, Mahdi Azouzi, Zarni, Aurore-Alexandra Castellaci
P. 1 : Traoré Karifa
P. 2 : MEAE

P. 3 : MEFSNI
P. 4-5 : Marcella Barbieri
P. 10 : Droits réservés
P. 12 : Gaby Gerster
P. 13 : Droits réservés
P. 14 : Droits réservés
P. 15 : Guillaume Landry
P. 16 : Sophie Palmier, Alexandre Salle de Chou

P. 18 : CEPAL - Naciones Unidas
P. 19 : Xavier Renauld
P. 20 : Bokeh Lah
P. 21 : Zarni
P. 22 : Droits réservés
P. 23 : Droits réservés
P. 24 : Droits réservés
P. 25 : Atelier Blayo

P. 26 : Droits réservés
P. 27 : Pierre Marchal/Anakaopress
P. 28 : Droits réservés
P. 29 : Mark Vermeij
P. 31 : Agence Atalaku
P. 32 : Droits réservés
P. 33 : Ion Plas Alexandru
P. 35 : Droits réservés

Directeur de la publication : Jérémie Pellet, directeur général

Coordination éditoriale et rédaction (Expertise France) : Nicolas Jacquemard, chargé de communication

Conseil éditorial, rédaction et conception graphique : ANIMAL  PENSANT

Remerciements aux équipes siège et terrain ainsi qu'à nos partenaires pour leurs contributions.

Ce document a été imprimé en France par l'Imprimerie solidaire, entreprise adaptée qui compte 80 % de salariés en situation de handicap dans ses effectifs de production, sur des papiers FSC® contenant 40 % (couverture) et 50 % (intérieur) de fibres recyclées.





40, boulevard de Port-Royal
75005 Paris
01 70 82 70 82

communication@expertisefrance.fr
www.expertisefrance.fr

Retrouvez-nous sur :

